

---

# Mise en compatibilité de PLU

Mortagne-du-Nord

---

*Installation de transit et de stockage  
de sédiments non dangereux issus des  
dragages*

URBANISME • PAYSAGE • ENVIRONNEMENT

CS 60 200 Flers-en-Escrebieux  
59503 DOUAI Cedex  
Tél. 03 62 07 80 00 - Fax. 03 62 07 80 01

## Sommaire

I.	Introduction.....	3
II.	Cadre législatif.....	4
III.	Modifications apportés au Plan Local d'Urbanisme .....	7

## I. Introduction

Dans un souci de valorisation des sédiments et dans le cadre de sa stratégie de gestion territoriale (Alluvio), Voies Navigables de France souhaite créer une installation de stockage et de transit de sédiments non dangereux.

Par ailleurs, le projet s'inscrit dans un contexte global de gestion à terre des sédiments issus des opérations de dragages d'entretien de Voies Navigables de France sur son réseau fluvial, en particulier les sédiments du canal du Nord, du canal de la Sensée, de l'Escaut à grand gabarit, du canal de l'Escaut à petit gabarit et du canal de Saint-Quentin.

Voies Navigables de France disposent de terrains de dépôt destinés à accueillir les sédiments issus des dragages réalisés sur le domaine public fluvial Nord-Pas-de-Calais. Cependant, dans le secteur de l'Escaut canalisé grand gabarit, les terrains de dépôt pouvant recevoir des matériaux de curage doivent être réaménagés. De plus, dans un souci de valorisation des sédiments, Voies Navigables de France souhaite que l'aménagement de ces terrains de dépôt incorpore, en plus d'une installation de stockage de sédiments non dangereux, une installation de transit de sédiments non dangereux.

Sur la base d'une analyse multicritères, Voies Navigables de France a choisi des parcelles du Domaine Public Fluvial (DPF) sur les communes de Mortagne-du-Nord et de Château l'Abbaye pour y accueillir une installation de transit et de stockage de sédiments non dangereux.

Le fonctionnement du site est le suivant :

- La première phase consiste au dépotage dans le casier de transit des sédiments arrivés par voie d'eau à l'aide, par exemple, d'une pelle mécanique avec camions de transport ou par refoulement hydraulique sans ajout d'eau.
- La seconde phase correspond à l'assèchement des sédiments pendant une durée limitée. Afin d'accélérer cette phase, les sédiments seront retournés régulièrement.
- La dernière phase consiste à évacuer les sédiments, rotation tous les 6 mois (2 cycles de séchage par an) et les valoriser en les utilisant dans des projets d'aménagement.

Si des sédiments ne peuvent être réutilisés dans l'immédiat dans des projets d'aménagements, ils pourront être stockés dans le casier de stockage afin de les valoriser ultérieurement dans un objectif de répondre à des besoins spécifiques (par exemple : massification de volumes avant valorisation).

## II. Cadre législatif

Selon l'article L.153-54 du Code de l'Urbanisme, lorsque la réalisation d'un projet public ou privé de travaux, de construction ou d'opération d'aménagement présente un caractère d'intérêt général et nécessite une mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme (PLU) celui-ci peut faire l'objet d'une **déclaration de projet d'intérêt général**.

La **déclaration de projet d'intérêt général** permet de mettre en compatibilité le document d'urbanisme avec le projet et non l'inverse. Cependant, cela nécessite de démontrer le caractère d'intérêt général du projet.

La procédure de mise en compatibilité du PLU à travers une déclaration de projet était initialement conduit par le code de l'Urbanisme. Cette possibilité a été étendue en 2002 à la déclaration de projet prise en application du code de l'environnement. La déclaration de projet du code de l'environnement constitue une obligation renforcée de motivation pesant sur les maîtres d'ouvrage public, avant toute autorisation de travaux publics soumis à enquête publique. Elle répond ainsi à un souci de démocratie et de transparence : les décideurs publics prennent leurs responsabilités publiquement et formellement, par des décisions clairement identifiées, sur les projets dont ils sont les auteurs.

Selon l'article **L.126-1 du code de l'environnement** : *Lorsqu'un projet public de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages a fait l'objet d'une enquête publique en application du chapitre III « Enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement », l'autorité de l'Etat ou l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de l'établissement public responsable du projet se prononce, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée.*

**C'est-à-dire que la déclaration de projet prise sur le fondement du code de l'environnement permet in fine au responsable d'un projet, susceptible d'affecter l'environnement de manière notable, d'en affirmer solennellement l'intérêt général.**

Dans ce cas, l'article **L.126-1** poursuit : *La déclaration de projet mentionne l'objet de l'opération tel qu'il figure dans le dossier soumis à l'enquête et comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général. La déclaration de projet prend en considération l'étude d'impact, les avis de l'autorité environnementale et des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés*

*en application du V de l'article L. 122-1 et le résultat de la consultation du public. Elle indique, le cas échéant, la nature et les motifs des principales modifications qui, sans en altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique. En outre, elle comporte les éléments mentionnés au I de l'article L. 122-1-1 du code de l'environnement.*

**Il est nécessaire d'établir un bilan coût/avantage pour justifier l'intérêt général du projet. La jurisprudence soumet logiquement ce bilan au même contrôle de proportionnalité qu'en matière de déclaration d'utilité publique (CE, 23 oct. 2013, DROIT ADMINISTRATIF - REVUE MENSUELLE LEXISNEXIS JURISCLASSEUR - JUILLET 2015 34 Fiche pratique n° 350077, Cne Crolles. – CAA Bordeaux, 10 juin 2010, n° 09BX00943 : JurisData n° 2010-009019).**

- **Procédure**

La déclaration de projet du code de l'environnement, concernant un projet de l'Etat ou de l'un de ses établissements publics est prise par la personne publique maître d'ouvrage. Selon **l'article R.153-16 du code de l'Urbanisme**, la procédure de mise en compatibilité est menée par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou du groupement de collectivités responsable du projet ou, lorsque le projet émane d'un établissement public dépendant d'une collectivité ou d'un groupement de collectivités, par le président de l'organe délibérant de cette collectivité ou de ce groupement, ou lorsque le projet émane d'un établissement public dépendant de l'Etat, par le président du conseil d'administration.

Cette **déclaration est publiée au Recueil des actes administratifs** de l'Etat dans le département intéressé. Elle doit également être affichée dans chacune des communes concernées par le projet. Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le projet peut consulter le document comportant le texte de la déclaration de projet.

Une fois le dossier monté, une **réunion d'examen conjoint** doit avoir lieu. L'objectif est de présenter le dossier aux personnes publiques associées et présenter les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du PLU avec la déclaration de projet. A l'issue de cette réunion, un procès-verbal devra être établi.

Une **enquête publique** sera alors réalisée. Elle devra être organisée par le préfet (selon les dispositions du code de l'Environnement. **L'enquête publique portera à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la modification nécessaire des documents d'urbanisme.**

Le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sont soumis par l'autorité chargée de la procédure à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au conseil municipal, qui dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête pour approuver la mise en compatibilité du plan.

En l'absence de délibération dans ce délai ou en cas de désaccord, le préfet approuve la mise en compatibilité du plan et notifie sa décision au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au maire dans les deux mois suivant la réception en préfecture de l'ensemble du dossier.

Le préfet notifie à la personne publique qui réalise l'opération la délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune ou la décision qu'il a prise.

- **Composition du dossier de déclaration de projet**

Le dossier comporte **les motifs et considérations justifiant l'intérêt général du projet** (objet de la présente notice), **le dossier de mise en compatibilité ainsi que les pièces du document d'urbanisme modifié.**

Le dossier inclut également une évaluation environnementale dans le cas où le projet est susceptible d'affecter l'environnement. En l'espèce, l'évaluation environnementale est obligatoire car des sites Natura 2000 sont recensés sur les territoires des deux communes. L'autorité environnementale devra alors être saisie pour avis.

**En l'espèce, une évaluation environnementale commune avec celle de l'étude d'impact a été réalisée, dès lors l'étude d'impact du projet contient l'ensemble des éléments mentionnés à l'article R.122-20 du code de l'environnement (se référer à l'article R.122-27 du code de l'Environnement).**

### III. Modifications apportés au Plan Local d'Urbanisme

Le projet, qui vise la réalisation d'installations de stockage et de transit de sédiments non dangereux, se situe sur deux communes : Mortagne-du-Nord et Château l'Abbaye. Actuellement, les Plans Locaux d'Urbanisme des deux communes ne permettent pas la création de ce projet.

Sur le plan de zonage de **Mortagne-du-Nord**, l'emprise choisie pour recevoir ces installations se situe en secteur « Nc ». Ce secteur est défini dans le règlement du PLU comme étant « *un secteur correspondant aux terrains appartenant aux Voies Navigables de France* ». Dans l'article 2 du règlement, ce secteur vient autoriser « *les dépôts et l'extraction de matériaux* ».

Afin d'être plus précis et d'éviter que le projet ne soit bloqué, il est prévu d'ajouter à cet article 2 du règlement « *les affouillements et les exhaussements des sols relatifs aux zones de stockage et de transit des sédiments ainsi que les installations liées à l'activité* ».

Ici, il n'y a que le règlement du PLU qui sera modifié.

## Extrait du règlement de Mortagne-du-Nord

Article N2 avant modification	Article N2 après modification
<p>Sont autorisées sous réserve des interdictions énumérées à l'article 1, et des conditions ci-après:</p> <p><u>Dans l'ensemble de la zone N :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les bâtiments et installations liés aux services publics ou d'intérêt collectif, sous réserve qu'ils soient compatibles avec la destination de la zone ou liés à sa bonne utilisation ;</li> <li>• Les affouillements et exhaussements du sol, sous réserve qu'ils soient indispensables pour la réalisation du type d'occupation ou d'utilisation des sols autorisés, ou liés à des aménagements hydrauliques.</li> </ul> <p>Rappel : dans le secteur Nr les constructions et utilisations des sols sont admises à condition :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'effectuer au préalable des prises d'échantillons des sols, afin de réaliser des analyses du cadmium et du plomb,</li> <li>• de respecter les restrictions de bâtir imposées par la DRIRE,</li> <li>• de ne pas entraîner de risques liés à la pollution.</li> </ul> <p><u>Dans le secteur Nc :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les dépôts,</li> <li>• L'extraction de matériaux,</li> </ul> <p><u>Dans le secteur Nf :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les constructions à usage d'activités de plaisance</li> <li>• Les constructions et installations à vocation de commerces, de bureaux</li> </ul> <p><u>Dans le secteur Nh :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les constructions à usage d'hébergement hôtelier, ou de restauration</li> <li>• Les extensions et les annexes aux constructions existantes,</li> <li>• Les rénovations de constructions existantes,</li> <li>• La réhabilitation et les changements d'affectation des bâtiments.</li> </ul> <p>Rappel : dans le secteur Nhr les constructions et utilisations des sols sont admises à condition :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'effectuer au préalable des prises d'échantillons des sols, afin de réaliser des analyses du cadmium et du plomb,</li> <li>• de respecter les restrictions de bâtir imposées par la DRIRE,</li> <li>• de ne pas entraîner de risques liés à la pollution.</li> </ul>	<p>Sont autorisées sous réserve des interdictions énumérées à l'article 1, et des conditions ci-après:</p> <p><u>Dans l'ensemble de la zone N :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les bâtiments et installations liés aux services publics ou d'intérêt collectif, sous réserve qu'ils soient compatibles avec la destination de la zone ou liés à sa bonne utilisation ;</li> <li>• Les affouillements et exhaussements du sol, sous réserve qu'ils soient indispensables pour la réalisation du type d'occupation ou d'utilisation des sols autorisés, ou liés à des aménagements hydrauliques.</li> </ul> <p>Rappel : dans le secteur Nr les constructions et utilisations des sols sont admises à condition :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'effectuer au préalable des prises d'échantillons des sols, afin de réaliser des analyses du cadmium et du plomb,</li> <li>• de respecter les restrictions de bâtir imposées par la DRIRE,</li> <li>• de ne pas entraîner de risques liés à la pollution.</li> </ul> <p><u>Dans le secteur Nc :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les dépôts,</li> <li>• L'extraction de matériaux,</li> <li>• <b>Les affouillements et les exhaussements des sols relatifs aux zones de stockage et de transit des sédiments ainsi que les installations liées à l'activité.</b></li> </ul> <p><u>Dans le secteur Nf :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les constructions à usage d'activités de plaisance</li> <li>• Les constructions et installations à vocation de commerces, de bureaux</li> </ul> <p><u>Dans le secteur Nh :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les constructions à usage d'hébergement hôtelier, ou de restauration</li> <li>• Les extensions et les annexes aux constructions existantes,</li> <li>• Les rénovations de constructions existantes,</li> <li>• La réhabilitation et les changements d'affectation des bâtiments.</li> </ul> <p>Rappel : dans le secteur Nhr les constructions et utilisations des sols sont admises à condition :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'effectuer au préalable des prises d'échantillons des sols, afin de réaliser des analyses du cadmium et du plomb,</li> <li>• de respecter les restrictions de bâtir imposées par la DRIRE,</li> <li>• de ne pas entraîner de risques liés à la pollution.</li> </ul>